

## La tendance à la guerre mondiale se renforce et la démocratie plébiscitaire avance partout dans le monde.

### Le prolétariat est confronté à une nouvelle phase de constitution de blocs internationaux belliqueux sur fond de crise fiscale des États.

L'histoire accélère encore. La conquête du pouvoir exécutif à Washington par l'équipe de Donald Trump marque un tournant dans les modalités de constitution du bloc international autour des États-Unis. L'objectif stratégique reste le même : se préparer à une confrontation y compris militaire avec la Chine et ses alliés. Sur ce plan, rien n'a changé par rapport au gouvernement de Joe Biden. En revanche, le gouvernement américain actuel entreprend des initiatives significativement différentes pour parvenir à contenir l'impérialisme chinois. Trois scénarios de crise géopolitique en ressortent chamboulés.

La guerre d'Ukraine, pur produit du néo-colonialisme moscovite, est le théâtre le plus secoué. Les difficultés de Kiev à endiguer la lente avancée des troupes russes sur son sol sont manifestes. Le bloc qui a armé et financé l'Ukraine jusqu'ici a obtenu ce qu'il cherchait, affaiblir durablement une armée russe qui a perdu des centaines de milliers d'hommes, des milliers d'engins terrestres et plusieurs navires de combat. Le temps est ainsi venu de « tendre la main » à Moscou en vue d'un semblant de paix qui ferait la part belle au Kremlin afin de contrecarrer l'alliance stratégique scellée par la Russie avec la Chine la veille de l'invasion de l'Ukraine et jamais démentie depuis<sup>1</sup>. L'Union européenne, grande victime collatérale de la formation des blocs et de la guerre d'Ukraine, est portée disparue. Les « concessions » que Washington est disposé à faire sont très proches des desiderata de Poutine et des siens, le retrait partiel des troupes de l'OTAN des frontières russes, le rejet de la demande

ukrainienne d'admission à l'OTAN, la cessation partielle ou totale de l'aide militaire à Kiev, la reconnaissance de l'annexion des territoires ukrainiens orientaux conquis par Moscou, la réintégration de Poutine à la Cour des « grands », la restitution des actifs confisqués et la fin des sanctions. Pour surmonter les réticences de l'exécutif de Kiev, Moscou et Washington exigent ensemble la tenue rapide après la « paix » de l'élection présidentielle en Ukraine misant sur le remplacement de Volodymyr Zelensky<sup>2</sup>. La fin de l'isolement décrété par les « Occidentaux » envers la Russie devrait, dans les intentions du gouvernement américain actuel, permettre de fissurer l'alliance « stratégique » entre Moscou et Pékin. Mais, au passage, Washington prend une option sur les riches réserves minérales de l'Ukraine<sup>3</sup>.

La guerre régionale qui touche Israël, la Syrie et le Liban est le deuxième théâtre qui subit les plus importants changements depuis la prise du pouvoir exécutif de l'équipe de Donald Trump. L'odieux pogrom antisémite, du 7 octobre 2023, qui a engendré, sous prétexte de représailles, l'horrible massacre par les armées de Tel Aviv des civils palestiniens dans la bande de Gaza et dans les territoires occupés de Cisjordanie ainsi que l'invasion du Sud-Liban et, aujourd'hui, de territoires syriens sur le plateau du Golan, a posé une pierre tombale sur la perspective, même fragile, de la constitution d'un État palestinien. Washington

<sup>2</sup> La loi ukrainienne n'autorise pas la tenue d'élections pendant la loi martiale ni avant un délai de six mois après. Voir *Foreign Policy* « Ukraine does not want Wartime elections », 17 novembre 2023, in : <https://foreignpolicy.com/2023/11/17/ukraine-elections-war-russia-zelensky/>

<sup>3</sup> Voir « Quels sont les minéraux de terres rares de l'Ukraine et pourquoi Trump les veut-il ? », BBC News 25 février 2025, in : <https://www.bbc.com/afrique/articles/c30ml50jv3vo>

<sup>1</sup> Voir MC/KpK UKRAINE : *L'expédition coloniale russe accélère la course à la guerre mondiale*, Bulletin n°22, 27 février 2022, in : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT2202FRvG.pdf>

s'inscrit dans la continuité des accords d'Abraham qui exclut l'issue (que notre mouvement a toujours critiquée) des deux États, en la rendant même formellement impraticable par l'organisation de déplacements forcés de populations palestiniennes, déjà harcelées depuis très longtemps par les bandes armées fascistes des colons israéliens. La marginalisation de l'Iran au Liban par les destructions infligées au Hezbollah, de même que le réalignement de la Syrie aux côtés de la Turquie après le coup d'État qu'Ankara a appuyé et peut-être piloté avec la complicité d'Israël – et qui va augmenter la répression contre les populations kurdes de Syrie et contre les Syriens de confession non sunnite – sont propices à des nouveaux embrasements du Proche et du Moyen-Orient.

L'offensive à la fois douanière et diplomatique américaine contre les deux pays voisins – Canada et Mexique – et contre l'Union européenne vise le renforcement de la primauté des États-Unis dans le bloc international « occidental » qu'il dirige. La remise au pas des « alliés » utilise deux canaux.

Le premier axe d'action consiste à relancer les achats de marchandises américaines par l'introduction de droits de douane utilisés comme un puissant aiguillon pour parvenir à des échanges commerciaux plus équilibrés. Des échanges commerciaux qui resserreraient davantage les liens entre les États-Unis et leurs « alliés ». Dans ce cadre, la bataille diplomatique et commerciale pour la maîtrise des matières premières est au cœur des préoccupations de Washington. Menaces d'annexions, vente forcée d'hydrocarbures, d'équipements « hybrides » (utilisables par temps de paix comme de guerre), de matériels militaires, etc., à des pays jadis déclarés comme amis, le « protectionnisme » de Donald Trump n'est en rien un repli des États-Unis sur eux-mêmes. Au contraire, il est destiné à la restauration de la hiérarchie capitaliste avec les États-Unis et ses intérêts au premier plan et au centre de leur bloc international. Et sans partage. Le « protectionnisme » étasunien est la riposte aux tentations de multipolarité qui animent certains de ses « alliés ».

Le second axe d'action de Washington correspond à l'exigence de mutualiser les dépenses improductives de la défense commune sur la frontière d'Europe orientale.

Depuis des décennies, la doctrine militaire américaine est bâtie autour de l'incapacité à mener simultanément deux conflits de haute intensité. L'OTAN ne survivra à elle-même qu'à cette condition. Rien de véritablement nouveau ici par rapport à l'orientation de politique étrangère américaine envers l'Europe adoptée par Joe Biden. Mais les méthodes appliquées et les moyens mis en œuvre sont très différents.

Ces deux premières lignes de conduite dont le gouvernement étasunien en place se prévaut, répondent à trois impératifs au moins.

Tout d'abord, Washington doit faire face à l'épreuve la plus difficile depuis l'après-guerre avec une Chine qui s'arme vite et dont la puissance économique est désormais de tout premier ordre. Pékin mène une guerre monétaire de longue haleine depuis plusieurs années contre la domination du dollar et son rôle unique de monnaie internationale<sup>4</sup>. La Chine comble rapidement le fossé qui la sépare des États-Unis dans les nouvelles technologies, les infrastructures et les équipements de production. Elle ne cache plus sa détermination à s'emparer par tous les moyens qui se révéleront nécessaires de Taiwan, pays crucial pour la production de semi-conducteurs sophistiqués, indispensables pour le développement économique et pour la modernisation des moyens militaires. La Chine peut désormais compter sur plusieurs pays « amis » en vue de former son propre bloc géopolitique, la Russie avant tout.

Mais le temps n'est pas au beau fixe à Pékin, ce qui pousse Washington à agir vite en exploitant les faiblesses chinoises pour en contenir l'appétit. Les séquelles de la crise immobilière, elle-même conséquence de la crise bancaire latente du fait des larges montants de crédits distribués non recouvrables, sont loin d'avoir été résorbées. Les entreprises étatiques ainsi que les provinces chinoises sont criblées de dettes. Sans le soutien du secteur bancaire, nombreuses des premières qui devraient mettre la clé sous la porte et beaucoup des secondes devraient rétrécir considérablement leurs

---

<sup>4</sup> Voir MC/KPK, *la guerre monétaire, signe avant-coureur d'un conflit armé global*, Bulletin n°28, 20 avril 2024, in : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT2404F/RvF.pdf>

dépenses en infrastructures, en personnels, en services publics.

Les États-Unis doivent reprendre le plein contrôle des chaînes de valeur et d'approvisionnement. Pour ce faire, il leur faut à la fois se protéger contre des importations croissantes et rapatrier des segments entiers de production délocalisés auparavant. Une base industrielle solide et la moins dépendante possible d'autres pays est une condition indispensable pour s'engager dans un long bras de fer avec la Chine et ses « alliés ». La maîtrise des voies commerciales est un complément important de ce processus. Le chantage commercial et douanier est parfaitement cohérent avec l'accélération de la polarisation du monde capitaliste. Il en va de même pour l'enterrement du corps, déjà bien déliquéscent, de la réglementation internationale et des organisations qui sont censées l'appliquer. Le droit international, fils de la double victoire des États-Unis contre l'Allemagne et le Japon puis contre l'Union soviétique, n'est plus. Les démonstrations de force, les actions unilatérales dans tous les domaines et les tractations rigoureusement bipolaires définissent la nouvelle normalité d'un monde dont le rythme cardiaque semble s'emballer.

La politique commerciale et monétaire menée par le gouvernement Trump présuppose que l'inflation soit contenue et que le billet vert ne reste pas trop fort, pour permettre de vendre à l'étranger les marchandises produites avec des prix libellés en dollars. Toutefois et en même temps, le billet vert risque de s'apprécier en raison du réflexe des investisseurs cherchant à se protéger au mieux face à la prolifération de risques géopolitiques, par exemple en acquérant les actifs les plus sûrs et les plus disponibles en grandes quantités, au premier rang desquels on retrouve évidemment ceux libellés en dollars, dont les titres de la dette fédérale. Et pour que les bons du Trésor américains demeurent attractifs, il est indispensable que la dette fédérale reste contenue dans une limite sous peine de ne pas rencontrer une demande suffisante pour les titres de la dette.

La quadrature du cercle ? Primo, réduire drastiquement l'offre de titres de la dette fédérale en sabrant massivement dans les dépenses courantes de l'État fédéral (les déplaçant de facto vers les États fédérés). Deuxio, pousser en même temps la Réserve

fédérale à garder une politique monétaire « accommodante » vis-à-vis du dollar favorisant une dépréciation graduelle de ce dernier. Des taux directeurs de la banque centrale bas, dans les intentions des économistes « trumpiens », permettraient à la fois d'irriguer suffisamment la formation économique via les instituts de crédit et de compenser au moins partiellement les pertes de parts de marché des marchandises produites aux États-Unis et dont les coûts de production vont grimper à cause des droits de douane élevés.

Un plan qui, à un certain point, pourrait entrer en collision avec la *Federal Reserve* dont la fonction première est de contenir l'inflation, c'est-à-dire la dépréciation du dollar. Ce n'est pas fini car, dans la foulée, Washington doit préserver sa capacité d'endettement fédéral et le rôle du dollar comme monnaie internationale de loin dominante. Or, préserver la capacité d'endettement de l'État fédéral suppose que les titres de la dette fédérale demeurent attractifs auprès des investisseurs étrangers. Entre le cinquième et le quart des bons du Trésor américain en circulation sont détenus par des investisseurs étrangers, dont 3 % sont Japonais et 2 % Chinois. Mais si le dollar se déprécie à l'excès face aux autres devises en raison de la hausse de l'inflation qui découle mécaniquement de la hausse des droits de douane, entraînant des coûts de production plus élevés des marchandises dont la fabrication est rapatriée, les investisseurs étrangers seront moins enclins à acheter des actifs financiers en dollars dont les bons du Trésor fédéral font partie.

En outre, Pékin réduit régulièrement ses avoirs en titres de la dette fédérale étasunienne en cohérence avec sa guerre monétaire de longue durée contre le dollar comme monnaie internationale. Le Japon, pour sa part, baisse à son tour son exposition à la dette fédérale américaine en raison de taux de change défavorables. Tant que le dollar servira comme placement refuge dans un monde en proie à des menaces et déstabilisations multiples, le yen sera sévèrement pénalisé. Et ceci est d'autant plus vrai que la banque centrale japonaise adopte depuis plusieurs décennies une politique monétaire « accommodante » du yen faible de nature à favoriser les exportations nippones.

La crainte d'une baisse soudaine de la demande de titres de la dette fédérale hante les cercles d'experts d'outre-Atlantique : « *Les circonstances politiques et économiques peuvent augmenter le risque de crise budgétaire. Nous définissons une crise budgétaire comme une baisse soudaine, importante et persistante de la demande de titres du Trésor par rapport à l'offre, qui déclenche une hausse brutale et persistante des taux d'intérêt. Une telle hausse des taux d'intérêt sur les bons du Trésor précipiterait très probablement une crise dans le système financier mondial.* »

Un dollar trop fort ou trop faible serait très dommageable en somme. L'application du programme du nouveau gouvernement américain est si compliquée et ses résultats si incertains que ce dernier estime devoir procéder au démantèlement méthodique des contre-pouvoirs institutionnels en occupant, avec une armée d'affidés, les postes clés et en effaçant des administrations entières, à l'image du département de l'Éducation.

Avec le second mandat présidentiel de Donald Trump, le projet de démocratie plébiscitaire s'enrichit ainsi d'un plan cohérent et organique sur le papier, quoique de concrétisation difficile. Parmi les écueils qu'il rencontrera, les entraves au processus de sélection concurrentielle des capitaux figurent en bonne place. Le ralentissement du mouvement de péréquation des taux de profit a toutes les chances de se traduire à moyen terme par une moindre capacité de valorisation du capital associée à un mouvement de centralisation du capital renforcé par la fermeture des frontières et l'émergence ou la consolidation de cartels.

La classe ouvrière n'a rien à gagner de cette politique car la hausse inévitable des prix des marchandises dont la consommation sert à la reproduction de la force de travail entraînera la dépréciation de la force de travail, la perte du pouvoir d'achat du salaire cependant que sa valeur croitra en conséquence de la hausse des prix de production des marchandises rentrant dans la reproduction de la force de travail. Seule une reprise des luttes économiques sur les salaires permettra de préserver ce dernier. Des luttes qui devront également viser le commandement d'entreprise qui sort renforcé par l'installation dans les centres du pouvoir aux États-Unis d'une bande de personnages réactionnaires et autoritaires, nullement familiers avec la « culture du conflit » de classe. Nous leurs souhaitons de mauvais réveils provoqués par le déferlement de la rage prolétarienne.

Paris, le 03 mars 2025

---

<sup>5</sup> Voir Brookings *Assessing the risks and costs of the rising us federal debt* (Évaluer les risques et les coûts de l'augmentation de la dette fédérale américaine), 12 février 2025, in : <https://www.brookings.edu/articles/assessing-the-risks-and-costs-of-the-rising-us-federal-debt/>